

Annexe A : Lettre de Human Rights Watch au Conseil départemental des Hautes-Alpes



HUMAN RIGHTS WATCH

142 rue Montmartre
75002 Paris, France
Tel : +33 (0)1 43 59 55 35
Email : paris@hrw.org
Web : www.hrw.org/fr/paris

BUREAU FRANCE

Bénédicte Jeannerod, *Directrice*
Valérie Lombard, *Directrice du Développement*
Anna Chaplin, *RAF & Responsable Relations Presse*
Natalie Lundgren, *Manager Développement*
Léa Pernot, *Coordinatrice Développement*
Camille Marquis, *Coordinatrice de Plaidoyer*

COMITÉ FRANCE

Mercedes Erra, *Co-Présidente*
Virginie Morgon, *Co-Présidente*

Robert Badinter
Mireille Delmas Marty
Françoise Gaspard
Costa Gavras
Christine Ockrent
David de Rothschild
Jean-Christophe Rufin
Anne Sinclair
Abderrahmane Sissako

Céline Altz
Tahar Ben Jelloun
Constance Borde
William Bourdon
Gérard Bremond
Vincent Catherine
Celia Cattelain
Yves Chouelfaty
Catherine Clément
Miranda Dunbar Johnson
Mathilde de l'Ecotais
Catherine Emprin
Haroldo Korte
Réjane Lacoste
Valérie Lafarge Sarkozy
Danièle Kapel Marcovici
Nadia Marik Descolings
Didier G. Martin
Thierry Marx
Christopher Mesnooh
Nathalie Obadia
Marie-Laure Sauty de Chalon
Perla Servan-Schreiber
Evelyne Sevin
Henri Thulliez
Inge van Verschuer
Thierry Wellhoff

Jean-Louis Servan-Schreiber,
Président Fondateur

Béatrice Longueville
Directrice
Département des Hautes-Alpes
Direction des Politiques de Prévention et de l'Action Sociale
Place Saint-Arnoux
05000 Gap

Paris, le 29 mai 2019

Chère Madame,

Human Rights Watch prépare un rapport sur l'accueil réservé aux enfants migrants non accompagnés dans le département des Hautes-Alpes, qui examinera, entre autres, les procédures mises en œuvre pour évaluer l'âge de ceux qui souhaitent accéder à la protection et à la prise en charge de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Le rapport abordera également les différentes étapes du parcours migratoire de ces enfants et leur arrivée sur le territoire français.

Comme nous l'avons expliqué brièvement dans notre courriel du 7 mai 2019, nous avons identifié ce qui semblent être des insuffisances significatives dans les procédures mises en œuvre dans le cadre de ces évaluations, dont la conduite est régie par le décret n° 2016-840 du 16 juin 2016 et de l'arrêté du 17 novembre 2016, portant application du décret n° 2016-840.

Nous aurions souhaité discuter de ces préoccupations lors d'une rencontre avec vous, mais vous n'avez pas souhaité donner suite à nos demandes de rendez-vous. Nous vous faisons parvenir ce courrier afin de vous donner l'opportunité de répondre à nos questions.

Pour les besoins de notre enquête, nous avons interviewé plus de 50 personnes déclarant être âgées de moins de 18 ans. Nous avons mené ces entretiens en français, en italien ou en anglais, selon la préférence de nos interlocuteurs. Nos chercheurs ont expliqué à chaque personne la nature et le but de notre enquête, y compris notre intention de publier un rapport comportant les informations recueillies. Chacun a été clairement informé de son droit de ne pas s'entretenir avec nous, de cesser l'entretien ou ne pas répondre à une question, sans que cela ne porte à conséquence pour eux. Nous avons aussi indiqué que Human Rights Watch ne délivre pas d'assistance humanitaire ni juridique. Nos chercheurs ont recueilli un consentement oral préalablement à chaque entretien. Les personnes interviewées n'ont reçu aucune contrepartie ni compensation matérielle.

Nous nous permettons de résumer ci-dessous nos principaux constats, assortis de questions.

La conduite des entretiens

Des enfants ayant subi des entretiens ont fait part d'une expérience stressante, expliquant qu'ils ne comprenaient pas toujours ce qu'on leur demandait ou pourquoi. Tous nous ont dit avoir été interrogés par une seule personne, pour une durée qu'ils estimaient aller de 30 minutes à 2 heures, selon les cas. Certains nous ont expliqué qu'ils ne comprenaient pas toujours ce que l'interprète leur disait car il/elle ne venait pas de la même région.

Par exemple, un Guinéen de 16 ans nous a dit :

La traductrice au téléphone essayait de parler ma langue. Elle disait qu'elle comprenait, mais elle ne comprenait rien du tout. Elle parlait peul sénégalais et moi je parle peul guinéen.

Dans certains cas, des enfants migrants anglophones nous ont dit avoir eu des difficultés à communiquer avec leurs traducteurs. Par exemple, un Nigérian de 17 ans nous a dit : « *Le traducteur n'a pas pu venir, alors il traduisait par téléphone. Je ne l'entendais pas bien. Il ne comprenait pas mon anglais et souvent je ne comprenais pas ce qu'il disait.* »

De plus, bon nombre des jeunes que nous avons interviewés nous ont dit qu'ils se sentaient intimidés, pressés ou ignorés par la personne en charge de l'évaluation. Par exemple, un Ghanéen de 15 ans nous a dit :

La dame m'a demandé pourquoi je ne suis pas allé en Angleterre parce que je parle anglais, mais j'ai dit que je voulais rester en France. [...] Elle a dit qu'ils n'ont pas besoin d'Anglais ici, que ce n'est pas notre place. Je lui ai dit que c'était injuste parce que nous sommes tous un seul peuple et que je veux apprendre. Elle me poussait à dire que j'étais majeur.

Compte-tenu de ces témoignages, nous souhaiterions avec les éclaircissements de votre part sur les points suivants :

- Chaque entretien est-il mené par une ou plusieurs personnes ? S'il y en a plus d'une, quelle est la composition de l'équipe ?
- Des interprètes sont-ils disponibles pour ces entretiens, et si oui, pour quelles langues ? Comment les évaluateurs s'assurent-ils bien de la bonne compréhension de l'interprétation par l'enfant ?
- Quel est le profil professionnel des personnes chargées de faire passer les entretiens ?

- Quelle formation reçoivent-elles, notamment pour interroger des enfants, en particulier ceux qui ont subi un traumatisme ?
- Comment le Département s'assure-t-il que les entretiens sont menés de manière « à être empreints de neutralité et de bienveillance », conformément à l'ordonnance du 16 novembre 2016 ?
- Quelles mesures le Département prend-il pour s'assurer du respect des normes internationales exigeant que les entretiens d'évaluation de l'âge se déroulent dans un environnement « sûr » et « de manière équitable », en tenant compte d'éléments tels que la sensibilité liée à l'âge, au genre, à la maturité psychologique et à l'état émotionnel ?
- Les enfants ont-ils tous accès aux soins somatiques et psychologiques nécessaires au moment de leur mise à l'abri par le Département ?
- Comment le Département s'assure-t-il que l'état de santé de l'enfant lui permet de passer un entretien d'évaluation de son âge ?
- Quelles sont les mesures prises, le cas échéant, pour assurer le suivi des soins entamés par un enfant lorsque celui-ci reçoit une décision négative quant à sa minorité ?
- Les évaluateurs reçoivent-ils une formation juridique en matière de droit à l'entrée sur le territoire français ?

Refus arbitraires

Dans notre examen de rapports d'évaluation délivrés par le Département, nous avons constaté que plusieurs s'appuient sur des motifs manifestement subjectifs et arbitraires. Il est également apparu que ces décisions n'accordaient pas le bénéfice du doute « de telle sorte que s'il existe la possibilité que l'individu soit un mineur, il ou elle devrait être considéré e comme tel », conformément aux normes internationales.

Certains enfants que nous avons interrogés ont indiqué que ce qui était écrit dans leur rapport d'évaluation ne correspondait pas à ce qu'ils avaient dit à l'évaluateur.

Alors que le fait de travailler et de voyager seul est courant chez les enfants migrants se rendant en France ou ailleurs, les évaluateurs en ont parfois fait des éléments à charge pour prouver leur majorité.

D'autres motifs manifestement arbitraires sont invoqués pour justifier que la majorité a été atteinte par ces mineurs, par exemple des réponses trop détaillées ou, à l'inverse, trop imprécises, en particulier si des erreurs mineures sur les dates sont constatées.

Nous avons également recueilli des témoignages d'enfants qui étaient en possession d'extraits d'acte de naissance, qu'ils ont remis au Département lors de leur entretien d'évaluation, mais qu'ils n'ont pas récupérés après avoir été rejetés, malgré leurs multiples demandes.

Une partie des décisions que nous avons pu examiner sont motivées par l'absence du « *registre des émotions* » pour relater des moments particulièrement durs (décès de proche, moments dangereux comme la traversée de la Méditerranée), et certaines sont motivées par un refus ou des difficultés à donner des précisions sur son parcours migratoire, alors que cela peut correspondre à un symptôme de stress post-traumatique.

Au vu de ces éléments, nous souhaiterions avoir les éclaircissements suivants :

- Quels sont les critères utilisés pour déterminer des facteurs tels que l'« *attitude* » ou la « *maturité psychique lors de l'entretien* » ? Si les personnes en charge de l'entretien recourent à un instrument reconnu pour évaluer de tels facteurs, il serait très utile que nous puissions en recevoir une copie, ainsi que de tout matériel de formation ou autres consignes que les évaluateurs reçoivent pour se servir de tels instruments de manière adéquate.
- Quelles consignes le Département fournit-il aux évaluateurs sur la pertinence d'évaluer l'âge à partir d'éléments tels que voyager seul, travailler en cours de migration et parler le français ou d'autres langues qui ne sont pas la langue maternelle ?
- Quelles consignes le Département leur fournit-il sur l'importance à accorder au fait de posséder ou pas des documents d'identité ?

Contestation ou rejet des actes de naissance

- Comment les employés du Département appliquent-ils la loi et les règlements français prévoyant que les actes des naissances et les documents similaires délivrés à l'étranger comportent une présomption d'authenticité (cf. code civil, article 47, arrêté du 17 novembre 2016 pris en application du décret n° 2016-840 du 24 juin 2016, article 6 (I) (« *L'évaluateur applique la présomption d'authenticité des actes de l'état civil émanant d'une administration étrangère prévue par les dispositions de l'article 47 du code civil* ») ?

* * *

Nous aimerions, dans la mesure du possible, recevoir une réponse à cette demande de commentaires d'ici le 24 juin 2018 (nous ne serons pas en mesure d'inclure dans notre rapport les réponses reçues après cette date).

N'hésitez pas à ajouter des commentaires sur tout sujet qui ne serait pas couvert par ce courrier. Nous restons à votre entière disposition pour toute question ou éclaircissement (contact : Bénédicte Jeannerod, jeanneb@hrw.org; [REDACTED]).

Meilleures salutations,

Bénédicte Jeannerod
Directrice France



Michael Bochenek
Conseiller juridique senior à la
Division des droits de l'enfant



Annexe B : Lettre du Conseil départemental des Hautes-Alpes à Human Rights Watch



Gap, le 24 JUIN 2019

Objet : Accueil enfants Migrants Non Accompagnés (MNA) dans le département des Hautes-Alpes.

Madame la Directrice,

Vous avez adressé un courrier à la Directrice des Politiques de Prévention et de l'Action Sociale au sujet d'un rapport que votre association élabore au sujet de « l'accueil réservé aux enfants migrants non accompagnés dans le département des Hautes-Alpes ».

Au préalable, je tiens à rappeler que tous les courriers envoyés à l'administration doivent être adressés indifféremment au Président du Département et non directement aux agents de la collectivité.

Bien que particulièrement concernée et impliquée dans l'accueil, la mise à l'abri des MNA sur son territoire, l'institution départementale n'apportera pas de réponses détaillées aux nombreuses questions posées dans votre courrier. Leur lecture révèle une approche et une interprétation manifestement orientées et injustement critiques des procédures mises en place par le Département. Elles semblent soutenir que le Conseil Départemental des Hautes-Alpes méconnaîtrait les principes les plus fondamentaux en matière de respect des droits des jeunes accueillis et évalués. Ces allégations, formulées à l'égard d'une institution dont l'une des missions essentielles est la solidarité, sont indignes.

Le niveau de formation, le professionnalisme, la neutralité, l'objectivité et la bienveillance des équipes chargées de l'accueil et de l'évaluation sont remis en cause sur la seule foi de témoignages non contradictoires. Les procédures qui respectent par ailleurs strictement la réglementation et placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire sont qualifiées d'arbitraires sans même avoir été sérieusement expertisées par vos soins. La véracité du contenu même des évaluations, fruit d'un travail pluridisciplinaire et approfondi, est remise en cause en laissant planer un doute inacceptable sur l'honnêteté des agents publics qui les rédigent. Une importance exagérée semble avoir été donnée à des témoignages dont la sincérité n'a fait l'objet d'aucune analyse critique et objective.

À partir de 2017, pour assurer la gestion d'une arrivée massive de migrants dont beaucoup se prétendaient mineurs, le Conseil départemental s'est doté de moyens inédits en matière d'accueil, d'hébergement d'urgence en mobilisant sous sa responsabilité des opérateurs spécialisés. Elle s'est dotée d'une équipe pluridisciplinaire d'évaluateurs pour assurer sa mission. Cette équipe a assuré en 2017 et 2018 l'évaluation de près de 2 846 jeunes (adolescents ou jeunes adultes entre 16 et 25 ans dans leur grande majorité et très peu d'« enfants » comme vous le soulignez) se dotant d'une indéniable expertise.

En matière de conduite des entretiens, l'équipe pluridisciplinaire d'évaluation de la Cellule MNA du département des Hautes-Alpes applique strictement les procédures telles que définies dans le cadre du décret n° 2016-840 du 16 juin 2016 et de l'arrêté du 17 novembre 2016.

Il est fait recours aux traducteurs assermentés par les tribunaux, officiers ministériels habilités par le ministère des Affaires Étrangères. Actuellement, et sur demandes des jeunes se déclarant Mineurs Non Accompagnés, les traducteurs assermentés auxquels le Département a recours parlent les langues suivantes :

- Anglais, Arabe, Bambara, Bengali, Dari, Dioula, Hassanya, Hindi, Madingo/ Mandingue, Malinké, Mandinga, Ourdou, Pachtou, Persan/ Farsi, Peul/ Poular/ Fula, Portugais, Sarakole, Soninké, Soussou, Wolof ;

Soit 24 langues et dialectes, ce qui facilite la compréhension des propos tenus par chacun des jeunes.

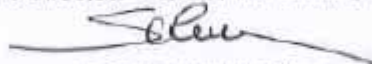
Par ailleurs et avant les entretiens, chacun des évaluateurs rappelle aux jeunes les objectifs de leur évaluation afin de s'assurer qu'ils appréhendent correctement la démarche et, si besoin, répondre à leurs questions.

Enfin, la recherche de neutralité dans la tenue de l'entretien est une consigne permanente que l'équipe applique sans établir de différences entre les jeunes. L'environnement est « sûr » puisqu'il s'agit de locaux dédiés à l'activité de la Cellule MNA.

Ce travail sérieux a pour objectif essentiel d'orienter vers les dispositifs de protection de l'enfance les jeunes qui sont véritablement reconnus mineurs et les prendre en charge à ce titre. Ceux qui se voient opposer un refus administratif ont la possibilité de le contester devant le Juge des Enfants. Dans les Hautes-Alpes, près de 85% des refus sont confirmés par l'autorité judiciaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Jérôme SCHOLLY

Copie à :

- Monsieur Michaël Bochenek, Conseiller Juridique senior à la Division des Droits de l'Enfant ;
- Madame Camille Marquis, Coordinatrice de Plaidoyer.

Annexe C : Lettre de Human Rights Watch au ministère italien de l'Intérieur

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tel: +1-212-290-4700
Fax: +1-212-736-1300; 917-591-3452

CHILDREN'S RIGHTS DIVISION

Zama Neff, Executive Director
Jo Becker, Advocacy Director
Betsy Shepard, Deputy Director
Juliane Kipperberg, Associate Director
Michael Bochenek, Senior Counsel
Elizabeth Calvin, Senior Advocate
Bill Van Esvelde, Senior Researcher
Margaret Wurth, Senior Researcher
Elin Martinez, Researcher
Joanna Naples Mitchell, Fellow
Leslie Estrada, Associate
Alex Firth, Associate
Delphine Starr, Associate

Lois Whitman,
Senior Advisor, Founder, Director (1994-2012)

ADVISORY COMMITTEE

Robert G. Schwartz, Chair
Bernardine Dohrn, Vice-Chair
Gulibe Afasi-Siffert
Ishmael Beah
Mark Allen Bellamy
Rachel Brett
Pam Bruts
Dana Burste
Gilles Concorde
Marie Concorde
Joanne Caste
Loubna Freih
Judy Gaynor
Michael Gibbons
Leslie Gilbert-Lurie
Alice H. Henkin
Janet Kagan
Rhoda Karpakun
Bassam Khawaja
Kenji Kizuka
Ian Kysel
Kate Lapham
Miriam Lyons
Sarah Martin
Wendy Smith Meyer
Joy Moser
Elena Nightingale
Bruce Rabb
Dalia Said
Dina Said Dwyer
Elizabeth Scott
Jonas Schubert
Anne Studzinski
Ramona Sunderwirth
Tony Tate
Vernor Muñoz Villalobos
Veronica Yates

Roland Algrant, Vice-Chair (1998-2008)

Human Rights Watch

Kenneth Roth, Executive Director

Deputy Executive Directors

Michele Alexander, Development and Global Initiatives
Nicholas Dawes, Media
Iain Levine, Program
Chuck Lustig, Operations
Bruno Stagno Ugarte, Advocacy
Emma Daly, Communications Director
Dinah Pokempner, General Counsel
James Ross, Legal and Policy Director

Prefetto Michele di Bari
Capo dipartimento
Dipartimento per le Libertà civili e l'Immigrazione
Ministero dell'Interno
Piazza del Viminale, 1
Roma, Lazio 00184
Italia



HRW.org

21 agosto 2019

Oggetto: Commento del Dipartimento sulla situazione dei migranti minorenni in Italia

Egregio Prefetto di Bari,

Human Rights Watch sta preparando una relazione sulla situazione dei migranti minorenni non accompagnati che giungono nel dipartimento francese delle Alte Alpi (Hautes-Alpes). 58 dei 61 minori che abbiamo intervistato nel corso della nostra ricerca hanno trascorso del tempo in Italia prima di raggiungere la Francia, e molti di essi hanno descritto le circostanze che li hanno indotti a lasciare un paese in favore dell'altro. Le scriviamo per chiederle un suo commento in merito.

Tra i fattori che hanno influito sulle loro scelte, i minori coinvolti hanno citato in particolare il mancato accesso all'istruzione e ai servizi sanitari, le condizioni di vita inadeguate nei centri di accoglienza che li ospitavano e gli atteggiamenti discriminatori. Questi non sono stati gli unici elementi che li hanno spinti a trasferirsi oltralpe: i migranti provenienti da nazioni francofone hanno menzionato più volte la conoscenza della lingua e la presenza, ai loro occhi, di una storia condivisa fra il proprio luogo d'origine e la Francia. È tuttavia sorprendente che molti degli intervistati ci abbiano riferito di aver trascorso almeno sei mesi in Italia prima di decidere di spostarsi, il che suggerisce che al loro arrivo in Europa la Francia non era necessariamente la destinazione finale.

Il mancato accesso all'istruzione è stata la lamentela che abbiamo ascoltato più spesso da questi ragazzi riguardo al loro soggiorno in Italia. Quasi tutti hanno dichiarato di aver potuto frequentare solo corsi di

italiano, ma così brevi e irregolari da non metterli in condizione di utilizzare la lingua neanche dopo un anno o più di permanenza nel paese.

Un ragazzo maliano di 16 anni, ad esempio, ci ha parlato dei sei mesi trascorsi in un centro di accoglienza a Foggia: “Sarei stato contento di poter andare a scuola. Nel campo c’era lezione solo due volte a settimana, per un’ora. Non basta... me ne sono andato perché voglio finire gli studi e imparare un mestiere”.

Gli intervistati hanno inoltre dichiarato di non aver ricevuto cure mediche in Italia. Citiamo come esempio un ragazzo senegalese di 15 anni, il quale dice di aver riferito al personale del suo centro di accoglienza in provincia di Cuneo di essere affetto da anemia falciforme, ma di non aver ricevuto alcun trattamento. Anche altri minori sostengono di non aver avuto accesso all’assistenza sanitaria durante la permanenza in Italia. Queste le loro testimonianze:

- “In Italia ho chiesto varie volte di andare dal medico, ma sono stato visitato solo una volta e non mi è stato dato nessun farmaco”, racconta un ragazzo sedicenne del Mali che ha passato sei mesi in un centro di accoglienza vicino a Milano.
- “Al campo avevo mal di testa ed ero ferito a un piede. Non ho mai visto un medico né ricevuto cure”, dichiara un ragazzo di 15 anni, sempre del Mali, che dice di essere stato assegnato a un centro di accoglienza di Enna e di esservi rimasto per circa sei mesi.
- Un ragazzo camerunense di 16 anni ricorda: “Mi faceva male la pancia, piangevo, ma non mi hanno mai portato in ospedale. Ho chiesto di andare dal medico. Piangevo, ma nessuno mi dava retta. Non ho mai visto un dottore” nei sei mesi trascorsi nel centro di accoglienza di Catania.

Alcuni minori hanno descritto il sovraffollamento e le precarie condizioni sanitarie dei centri, aggiungendo che talvolta le strutture ospitavano sia adulti che bambini. Anche gli insulti razzisti e altri episodi discriminatori da parte della popolazione hanno avuto un peso nella scelta di lasciare l’Italia, come alcuni hanno riferito a Human Rights Watch: “La gente ti insulta per strada: vaffanculo, negro di merda... per noi è insopportabile”, ci ha detto un ragazzo del Benin di 17 anni.

Queste testimonianze sembrano confermare quanto descritto nei recenti resoconti delle organizzazioni non governative e dei difensori civici per l’infanzia in Italia. Se ne evince che le condizioni nei centri cambiano in modo sostanziale da un posto all’altro, ma la disponibilità dell’istruzione e dell’assistenza sanitaria è un problema comune a molte strutture. Ad esempio, ad aprile 2019 l’Ong InterSOS ha evidenziato che in Sicilia i minori

stranieri non accompagnati sono spesso smistati in centri lontani dalle aree urbane, con scarso accesso ai servizi scolastici e medici.

Sappiamo che i migranti minorenni che arrivano in Italia senza accompagnatori vengono ospitati in una delle varie categorie di centri che sono sotto la supervisione delle autorità nazionali e locali. Non siamo riusciti a individuare con precisione il tipo di struttura in cui è stato accolto ogni minore intervistato.

Tuttavia, a livello generale, apprezzeremmo una sua risposta sui seguenti punti:

- quali sono i provvedimenti adottati dal Ministero dell'Interno per assicurare che tutti i minori, compresi i migranti non accompagnati, abbiano accesso all'istruzione come previsto dalla legge?
- Quali sono i servizi sanitari a disposizione dei minori stranieri non accompagnati in Italia? Cosa fanno il Ministero dell'Interno e le altre autorità per garantire che essi ricevano le cure mediche necessarie?
- Quali sono gli standard a cui devono attenersi tutte le tipologie di centri che possono ospitare minori stranieri non accompagnati, e che tipo di controllo esercitano il Ministero dell'Interno e le altre autorità per verificarne il rispetto?

Nei limiti del possibile, restiamo in attesa di una sua gentile risposta a queste domande e di eventuali altri commenti sui temi esposti entro il 2 settembre 2019. Non possiamo garantire di includere nella nostra relazione eventuali risposte pervenute dopo tale data.

Cordiali saluti,



Michael Garcia Bochenek
Consulente Senior
Divisione per i diritti dell'infanzia

Annexe D : Lettre du ministère italien de l'Intérieur à Human Rights Watch



Ministero dell'Interno
DIPARTIMENTO PER LE LIBERTA' CIVILI E L'IMMIGRAZIONE
Struttura di missione per l'accoglienza dei minori stranieri non accompagnati

Accoglienza dei minori stranieri non accompagnati in Italia

Con riferimento alla sua richiesta, si forniscono di seguito elementi utili relativi al sistema di accoglienza dei minori stranieri non accompagnati (MSNA) in Italia e al ruolo esercitato da questo Ministero.

L'attuale sistema di accoglienza dei minori stranieri non accompagnati è definito dall'art. 19 del decreto legislativo n.142/2015 e, diversamente da quello degli adulti, non è gestito esclusivamente dal Ministero dell'Interno in ragione della competenza prevista dalla normativa vigente anche in capo agli Enti Locali.

Nel corrente assetto sono previste una fase di prima accoglienza in centri comunali o in strutture governative ad alta specializzazione e un'accoglienza di secondo livello nell'ambito del SIPROIMI (Sistema di protezione per beneficiari di protezione internazionale e MSNA), adeguatamente potenziato.

La prima accoglienza è assicurata dai Comuni e nei centri attivati dal Ministero dell'Interno, gestiti da quest'ultimo anche in convenzione con gli enti locali finanziati a valere sul Fondo Asilo Migrazione e Integrazione (FAMI).

In particolare, le strutture di prima accoglienza, dal momento della presa in carico del minore, assicurano, per il tempo strettamente necessario, comunque non eccedente i 30 giorni, servizi specialistici finalizzati al successivo trasferimento dello stesso in centri di secondo livello del SIPROIMI con progetti specificamente destinati a tale categoria di soggetti (art. 19 cc. 1 e 2, d. lgs. n. 142/2015).

In presenza di arrivi consistenti e ravvicinati di minori non accompagnati, è prevista la possibilità per i Prefetti di attivare strutture ricettive temporanee esclusivamente dedicate a coloro con età superiore ai quattordici anni. (art. 19 c. 3-bis, d. lgs. n. 142/2015).

La seconda accoglienza è prevista nell'ambito della rete SIPROIMI (precedentemente Sistema di protezione per richiedenti asilo e rifugiati – SPRAR), finanziata con il Fondo Nazionale per le politiche e i servizi dell'asilo. Essa fornisce al minore, anche non richiedente asilo, in misura graduale e attraverso progetti individuali che tengono conto del suo vissuto e delle sue attitudini, gli strumenti per raggiungere la propria indipendenza lavorativa, sociale e culturale, contemplando anche progetti in grado di farsi carico di particolari vulnerabilità.

In seguito all'adozione del Decreto Legge n. 113 del 4 ottobre 2018, convertito con modificazioni dalla Legge n. 132 del 1° dicembre 2018, la rete SIPROIMI è destinata a qualificarsi



Ministero dell'Interno

DIPARTIMENTO PER LE LIBERTA' CIVILI E L'IMMIGRAZIONE
Struttura di missione per l'accoglienza dei minori stranieri non accompagnati

quale sistema privilegiato di accoglienza per i MSNA offrendo ad essi servizi dedicati sino al compimento dei 18 anni e, in osservanza dei provvedimenti dell'autorità giudiziaria, anche sino a 21 anni per completare il percorso di integrazione avviato.

Una volta inserito in un centro di accoglienza, il minore sostiene un colloquio con il personale qualificato della struttura, alla presenza di un mediatore culturale, al fine di approfondire la sua storia personale e familiare e far emergere ogni altro elemento utile alla sua protezione.

L'Autorità di pubblica sicurezza dà immediata comunicazione della presenza di un minore straniero non accompagnato al Procuratore della Repubblica presso il Tribunale per i minorenni e al Tribunale per i Minorenni per l'apertura della tutela e la nomina del tutore e per la ratifica delle misure di accoglienza predisposte.

Ai sensi dell'art. 11 della legge n. 47/2017, sono stati istituiti presso i tribunali per i minorenni un elenco dei tutori volontari, a cui possono essere iscritti privati cittadini, selezionati e adeguatamente formati, da parte dei garanti regionali e delle province autonome di Trento e di Bolzano per l'infanzia e l'adolescenza, disponibili ad assumere la tutela di un minore straniero non accompagnato o di più minori, (nel numero massimo di tre, salvo che sussistano specifiche e rilevanti ragioni). Nelle more della nomina tutore, l'art. 6 c.3 della medesima legge dispone che i compiti relativi alla richiesta di permesso di soggiorno o di protezione internazionale possono essere svolti dal responsabile della struttura di prima accoglienza.

Inoltre, ai sensi dell'art. 7 della legge n. 47/2017, l'affidamento familiare è contemplato quale misura prioritaria rispetto al ricovero in una struttura di accoglienza.

Con specifico riferimento ai punti evidenziati nella sua richiesta, si rappresenta quanto segue:

- Tutti i MSNA presenti sul territorio sono soggetti all'obbligo scolastico (art. 38 c.1, d.lgs. n. 286/1999). Dal momento dell'inserimento dei MSNA nelle strutture di accoglienza loro dedicate, le istituzioni scolastiche di ogni ordine e grado attivano le misure per favorire l'assolvimento dell'obbligo scolastico e formativo da parte dei minori stranieri non accompagnati, anche attraverso la predisposizione di progetti specifici che prevedano, ove possibile, l'utilizzo o il coordinamento dei mediatori culturali, nonché di convenzioni volte a promuovere specifici programmi di apprendistato (art. 14 c.3, Legge n. 47/2017).
- Analogamente, vige l'obbligo di iscrizione del MSNA al Sistema Sanitario Nazionale (SSN), anche nelle more del rilascio del permesso di soggiorno. Per accelerare la procedura, è previsto che la richiesta possa essere effettuata dall'esercente, anche in via temporanea, la



Ministero dell'Interno

DIPARTIMENTO PER LE LIBERTA' CIVILI E L'IMMIGRAZIONE

Struttura di missione per l'accoglienza dei minori stranieri non accompagnati

responsabilità genitoriale o dal responsabile della struttura di prima accoglienza (art. 34 c.1 d.lgs. n. 286/1998 e art. 14 c.2 Legge n. 47/2017).

- Le strutture governative e i centri prefettizi si devono attenere agli standard dell'accoglienza definiti con decreto del Ministro dell'Interno 1 settembre 2016. Relativamente alle strutture di seconda accoglienza della rete SIPROIMI, i servizi sono individuati con decreto del Ministro dell'Interno 10 agosto 2016, attualmente in fase di revisione alla luce dei cambiamenti introdotti dal Decreto Legge n. 113/2018. Infine, per quanto attiene i centri comunali, gli stessi operano in regime di autorizzazione/accreditamento regionale nel rispetto della normativa nazionale o regionale laddove adottata.
- Per quanto concerne la vigilanza delle condizioni di accoglienza e la qualità dei servizi erogati, si rappresenta che questo Dipartimento ha effettuato numerose visite ispettive nelle strutture di prima e di seconda accoglienza per MSNA finanziati dai fondi FAMI e in quelle temporanee attivate dai Prefetti. Relativamente ai progetti della rete SIPROIMI, oltre ad essere oggetto di visite ispettive, essi devono produrre relazioni semestrali e annuali sui servizi erogati e i beneficiari raggiunti. Eventuali mancanze riscontrate in sede di controllo possono portare all'assegnazione di penalità e, nei casi più gravi, alla chiusura del progetto segnalando, in caso di ritenute gravi violazioni alla vigente normativa, circostanziata denuncia alla competente Autorità giudiziaria minorile.

Si resta a disposizione per ogni eventuale ulteriore chiarimento che fosse ritenuto necessario.